

L'institut de formation THEMIS résolument au service des institutions militaires africaines

Par Philippe CHAPLEAU, Ouest-France, 19 septembre 2016



Camille ROUX, présidente et co-fondatrice de l'Institut THEMIS, dresse un premier bilan des activités du centre de formation qu'elle a créé avec le général Gilles ROUBY, il y a un an. Elle revient en particulier sur le programme original lancé en Afrique et destiné aux hautes hiérarchies militaires du continent.

Comme j'ai eu l'occasion de le signaler dans des posts récents, deux programmes de ce type sont en cours, en RDC et en Côte d'Ivoire.

De quoi les armées africaines ont-elles le plus besoin ? D'armement ou de soldats compétents ?

De soldats compétents, et d'élites militaires rodées aux problématiques multilatérales. Et c'est le plus difficile. Pour les armes, depuis la fin de la guerre froide, il est facile de s'en procurer. Les pays africains, pour l'Afrique francophone tout du moins, changent de paradigme aujourd'hui, cette partie de l'Afrique s'intéresse à ses élites, mais à la différence de ce qui passait auparavant, les pays le font eux-mêmes et chez eux. C'est ça la vraie nouveauté. Après plus de 60 ans d'indépendance politique, les pays africains veulent aujourd'hui s'approprier leur propre sécurité et souhaitent accéder à une certaine autonomie dans la gestion de leurs problématiques de défense et de sécurité. Le modèle du Pakistanais au fin fond du désert malien est devenu obsolète. Les opérations de maintien de la paix se multiplient, les Nations-Unies affichent clairement une volonté d'africaniser ces opérations, et le grand choc pour l'Afrique depuis une dizaine d'années, c'est qu'elle doit fournir des troupes de qualité : des force commanders, deputy force commanders, chefs de secteur, etc. Pour ce faire, le modèle n'est plus d'envoyer quelques élites en formation à l'étranger, mais de mettre sur pied chez soi des formations de très haut niveau qui touchent un public beaucoup plus large.

En matière de formation quels sont leurs besoins ?

Les champs d'apprentissage requis se sont élargis. Aujourd'hui, les compétences qui sont demandées aux soldats dépassent largement l'horizon militaire classique. Il leur faut acquérir des compétences en matière de droits de l'homme, de droit international humanitaire, même d'écologie. L'offre de formation THEMIS se positionne sur cette approche globale des questions de défense et de sécurité. Nous offrons à la fois une formation politico-militaire de type 3e niveau (niveau CHEM en France) couplée à une compréhension des environnements au sens large (organismes internationaux notamment). Cette compréhension des environnements se révèle d'autant plus importante que l'autonomisation de l'Afrique par rapport au colonisateur atteint désormais le domaine de la défense et de la sécurité. D'autre part, les Africains se sont structurés en organisations régionales (G5 Sahel, UA, CEDEAO, etc.), le bilatéral perd de sa force. Ils sont entrés dans l'ère du "multinational régional". Enfin, l'irruption des grands organismes internationaux dans la gestion des crises (l'ONU avec les Opérations de maintien de la paix et l'UE avec les missions civiles) impose aux Etats de disposer d'officiers et de cadres de haut niveau



qui sont familiers avec les mécanismes de fonctionnement de ces mastodontes institutionnels et de ces Etats-majors internationaux.

Comment THEMIIS se positionne-t-il sur le créneau de la formation ? Quel est l'offre de la société ?

Dans ce contexte, l'offre de THEMIIS est double. A Paris, elle s'adresse à des officiers français (en reconversion) et étrangers (notamment pour ceux qui veulent intégrer la mission diplomatique de leur pays à l'UE ou à l'Onu, comme conseiller militaire par exemple).

Ensuite, THEMIIS exporte ses programmes de formation, en mettant sur pied dans chaque pays des écoles spécialisées en fonction des impératifs et des spécificités locales (avec une dominante maritime, terrestre, etc.).

Pour ces programmes locaux, que ce soit au sein du CHESD à Kinshasa ou de l'IESD à Abidjan, nous exportons une soixantaine de formateurs, le corps enseignant est composé de chercheurs, de généraux (interarmées), de journalistes, d'humanitaires, de spécialistes de la gestion de crise, etc. Les cycles de formation durent environ 8 mois. Notre concept, notre approche globale est totalement novatrice et unique.

La France, souvent réticente en matière de recours au privé dans la sphère de la formation militaire, vous soutient-elle ?

Nous avons un partenariat avec la DCSD du Ministère des Affaires étrangères, car nos cursus permettent à la France de rester active dans une zone stratégique. Lorsque l'on met sur pied des programmes de formation, on diffuse aussi des méthodologies, une certaine vision du monde, et bien sûr, cela favorise la francophonie. Tout cela à coût zéro pour l'Etat français. Sur tous les sujets de sécurité internationale, la France est unanimement reconnue. Notre connaissance du milieu, et, disons-le crument, le fait que nous sommes les seuls européens à encore "faire la guerre", nous donne une crédibilité sur le long terme. En RDC, lorsque le Chef d'Etat-major Général des Armées Didier ETUMBA, visionnaire dans son approche, a approché THEMIIS pour monter un programme de formation pour ses officiers, il voulait clairement que ce soit des Français qui le fassent. Nous ressentons d'ailleurs dans tous les pays que nous prospectons en ce moment une forte demande de France.

Par ailleurs, l'offre THEMIIS, via un partenariat avec une société basée à Bruxelles, Antigone Associates, est en mesure de proposer aux Etats des solutions de financements, européens notamment. Enfin, nous allons travailler avec des Etats africains sur des sujets civils de contrôle des frontières, de gestion de l'immigration, etc. Nous développons avec eux des sujets auxquels ils ne sont pas forcément habitués.

RDC, RCI, d'autres prospects ?

THEMIIS Paris a ouvert en janvier 2016, nous avons débuté un programme à Kinshasa en République Démocratique du Congo fin février, et début juin, nos formateurs ont démarré un cursus à Abidjan. Les perspectives sont globales, les écoles vont toutes se spécialiser, il y aura également des échanges entre chacune d'entre elles. Nous prospectons actuellement sur d'autres pays africains, Maghreb inclus, mais également au Moyen-Orient et même en Amérique Latine. Nous avons des demandes de beaucoup de pays.

